

**Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;  
**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;  
**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;  
**Vu** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme renoué (ALUR) ;  
**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;  
**Vu** l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;  
**Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;  
**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;  
**Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;  
**Vu** le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;  
**Vu** la loi n°2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;  
**Vu** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;  
**Vu** le plan local d'urbanisme (PLU) d'Aulnay-sous-Bois approuvé le 24 janvier 2008, et modifié le 24 septembre 2009, le 23 septembre 2010, le 7 juillet 2011 et le 22 mars 2012, le 17 octobre 2013, le 19 décembre 2013 et le 27 janvier 2014, révisé le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 28 décembre 2015, le 14 février 2017 et le 10 avril 2017, et modifié le 25 septembre 2017 et le 24 juin 2019 ;  
**Vu** l'arrêté n°2022/015 du 19 juillet 2022 du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°3 du PLU de la commune d'Aulnay-sous-Bois ;  
**Vu** la décision n°E22000016/93 en date du 9 août 2022 du tribunal administratif de Montreuil désignant monsieur Alain Maillard en qualité de commissaire enquêteur ;  
**Vu** la décision DKIF-2022-149 en date du 15 septembre 2022 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas ;

**Considérant** que la décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale porte obligation de réaliser une évaluation environnementale après examen au cas par cas ;

**Considérant** que cette décision ne permet pas de maintenir l'ouverture de l'enquête publique prescrite par l'arrêté n°2022/021 aux dates initialement prévues et justifie son report.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

L'arrêté N°2022/021 est abrogé.

L'enquête publique qui devait se dérouler du samedi 1<sup>er</sup> octobre 2022 au samedi 22 octobre 2022 est reportée à une date ultérieure.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en Mairie d'Aulnay-sous-Bois pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :

- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
- A la Mairie d'Aulnay-sous-Bois ;
- A Monsieur le Commissaire enquêteur ;
- Au Tribunal Administratif de Montreuil.

**ARTICLE 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le

**28 SEP. 2022**

**Bruno BESCHIZZA**

Président de Paris Terres d'Envol

Maire d'Aulnay-sous-Bois

